

TSTC

une richesse Française

suivants, vous traiterez les questions ci-dessous :

«... richesse française ? » ?

article

«... la croupière » à celles internationales. Expliquez la

«... souffrent et pourquoi ? solutions ?

«... premières ? expliquez ?

«... mateurs vis-à-vis des producteurs et distributeurs

«... ples ?

«... biomasse » : expliquez ceci et notamment ce qu'est la

«... de l'IAA en Bretagne à partir des pages 38 et 39

«... Ricard et Castel. Qu'en déduisez-vous ?

«... IAA bretonnes en vous appuyant à l'oral sur leurs sites

produits laitiers, fromages, pains ou charcuteries font le tour du monde... Mais cet excédent se transformerait en un déficit de 4,1 milliards d'euros sans les vins et spiritueux ! En cause : l'impact de la crise de la vache folle en 2000, de la concurrence des travailleurs détachés en Allemagne pour nos abattoirs, de la « déflation salariale » en Espagne pour nos filières du grain et du maraîchage, selon l'institut Xerfi.

Guerre des prix dans la grande distribution

À cela s'ajoutent des PME souvent insuffisamment armées pour conquérir l'international. L'export ne représente plus que 21 % des ventes du secteur, contre 36 % pour le reste de l'industrie manufacturière. L'Ania vient de lancer, avec Business France, un club export. Les poids lourds du secteur (Carrefour, Lactalis...) pourront conseiller les plus petits et partager leurs contacts. En attendant, l'appareil productif se fait vieillissant. Si les industriels ont accru leurs investissements de près de 11 % en valeur en 2016, Stéphane Dah-



« Face à des multinationales ayant une croissance à deux chiffres, nous sommes dans un rapport de force. Mais face à des PME, c'est complètement différent. »

Didier Duhaupand, président du Groupement Les Mousquetaires

L'USINE NOUVELLE | N° 3524-3525 | 13 JUILLET 2017

Les états généraux de l'alimentation, un rendez-vous clé

Promesse de campagne d'Emmanuel Macron, les états généraux de l'alimentation ont pour objectif de réunir, enfin, tous les maillons de la chaîne de la valeur agricole et agroalimentaire et de résorber la crise de la filière en France. Un vaste programme qui se déroulera en deux temps. De juillet à septembre, des groupes de travail rassemblant agriculteurs, industriels, acteurs de la grande distribution, chercheurs et associations de consommateurs – les ONG environnementales regrettent de ne pas avoir été conviées – plancheront sur l'épineux sujet de la création de valeur et de sa répartition. Leurs propositions

devront être présentées avant l'ouverture des négociations commerciales annuelles, en octobre. Dès septembre, une grande consultation publique sera lancée et des groupes de travail examineront comment réinventer les modèles agricole et agroalimentaire pour répondre aux attentes des citoyens, mieux prendre en compte l'impact sur la santé et l'environnement... Les conclusions sont attendues mi-novembre. Initiés par le ministre de la Transition écologique, ces états généraux seront pilotés par le ministre de l'Agriculture. Reste à savoir s'ils ne feront pas les frais d'éventuelles dissensions au sein du gouvernement. ■

mani, le responsable économique de l'Ania, y voit « un effet d'aubaine » lié au dispositif de surinvestissement, qui a pris fin en avril. Il anticipe un ralentissement, le taux d'utilisation des capacités de production tournant autour de 82 %. Il n'y aura pas de déclin, selon lui, sans « l'amélioration des marges des industriels, qui se sont encore érodées en 2016 (-1,6 % sur un an), poursuivant une tendance à l'œuvre depuis 2007 (baisse cumulée de 4 points) ». La filière agroalimentaire est pénalisée, en amont, par la volatilité des matières premières (blé, lait, beurre, porc...), dont le prix représente 55 % des coûts du secteur, contre 38 % dans le reste de l'industrie. Ces derniers mois, ils ont, pour la plupart, explosé, à cause de la météo qui a plombé les rendements agricoles l'an passé et de la demande croissante des pays émergents. En aval, la guerre des prix dans la grande distribution fait rage. Les fabricants doivent s'aligner au risque d'être déréférencés.

« R&D, emplois, innovation : tous les indicateurs sont dans le rouge, assure Richard Panquialt, le directeur général de l'Institut de liaisons et d'études des industries de consommation (Ilec). Seul un tiers de nos adhérents ont pu augmenter leurs tarifs cette année dans l'alimentaire, en dépit des hausses des matières premières. Les distributeurs leur imposent depuis quatre ans une déflation, avec notamment une guerre des promotions sans effet sur les volumes achetés, mais génératrice de gaspillage alimentaire ! » Cet institut, chargé de défendre les intérêts des grandes marques de consommation courante, appelle à simplifier et à mieux contrôler le cadre législatif qui régit les négociations de prix entre industriels et distributeurs. « Les négociations sont un jeu de rôle habituel, plaide Didier Duhaupand, le président du Groupement Les Mousquetaires. Face à des multinationales ayant une